

LIBRAIRIE

Presses de Sciences Po | « 20 & 21. Revue d'histoire »

2022/2 N° 154 | pages 191 à 215

ISSN 2649-664X

ISBN 9782724637618

DOI 10.3917/vin.154.0191

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-vingt-et-vingt-et-un-revue-d-histoire-2022-2-page-191.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Violences

COLLECTIF, *Penser les génocides. Itinéraires de recherche*, Paris, CNRS éditions, 2021, 360 p., 25 €.

La question de la relation étroite que noue le chercheur avec son objet lorsqu'il travaille sur les violences extrêmes – génocides ou crimes de masse – est au cœur de cet ouvrage collectif, qui dessine avec ses 31 contributions le portrait d'une « génération » de scientifiques. Ambitionnant, comme l'écrit l'éditeur dans son avant-propos, de « m[ettre] en lumière [l]es conditions spécifiques du travail sur de tels sujets et [l]es rapports qui s'instaurent entre le chercheur et son terrain » (p. 8), le livre offre de passer en coulisse, afin de découvrir ce qui a participé ou participe à définir le cheminement intellectuel de chacun, selon l'approche qu'il a retenue pour l'exercice.

L'ouvrage, par la diversité des terrains d'étude qu'il recouvre, permet certes au lecteur de se familiariser avec les enjeux de recherches portant aussi bien sur les génocides des Hébreux et des Namas, des Arméniens, des Juifs d'Europe, des Tutsi rwandais, mais aussi sur les crimes commis massivement par les régimes stalinien et khmer rouge, entre autres. Il sert de ce point de vue un objectif assez généraliste. Cependant, son réel apport ne réside pas tant dans l'approfondissement de la connaissance sur les génocides et les crimes de masse, ou sur leur mise en mémoire, que dans la construction d'une réflexion sur les conditions de production de savoirs sur ces objets, en France avant tout. Dévoilant les chemins empruntés par ces 31 chercheurs et la manière dont se construisent leurs carrières (celle de la majorité d'entre eux étant déjà bien avancée), le livre embrasse d'importants thèmes liés à ces sujets particuliers, davantage dans la perspective d'une

relecture de l'œuvre façonnée que dans celle de l'analyse de difficultés actuelles. Il ne constitue pas, en ce sens et malgré certaines contributions, une bible méthodologique. En revanche, il pose en creux la question des moyens offerts à la recherche pour travailler sur des objets dont l'enseignement s'avère aussi impératif aujourd'hui, comme a pu l'être celui de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah par le passé. Pour ces raisons, on aimerait que ce premier essai soit prolongé par un second, portant cette fois la voix des jeunes chercheurs, pour actualiser des questionnements ici formulés au passé, ainsi que pour témoigner au présent d'hypothèses heuristiques ou de défis méthodologiques liés au fait de démarrer actuellement de nouveaux travaux sur ces sujets.

Le thème de l'engagement est celui qui domine le livre, il se manifeste de façon particulièrement vive dans les textes relatant des insultes, des intimidations, des mises à l'écart, voire des menaces de mort. Il est souvent corrélé à celui du négationnisme qui peut s'exprimer avec plus ou moins de vigueur en fonction de l'inscription géographique des violences traitées, de leur contemporanéité avec l'étude, mais aussi des positions des États. L'engagement et le négationnisme font ici écho au thème des temporalités : celles de l'événement, de sa reconnaissance, de son assimilation, de la justice, des enquêtes, des publications. Un quatrième thème se dégage de la somme de ces textes en partie biographiques. C'est celui du positionnement du chercheur, qu'il ait été construit à partir d'un héritage (familial, scolaire, historique), après une confrontation ou un exil, à la suite du surgissement dans l'actualité de violences similaires, ou encore qu'il réponde à des opérations de disqualification entreprises pour invalider ses recherches.

L'accumulation de textes ainsi que la progression thématique et chronologique du livre

contribuent à créer du sens, par la répétition de certaines idées et de possibles associations entre des parcours, des approches ou des réflexions. Il manque malgré tout une introduction à l'ouvrage, qui permettrait de tenir ensemble tous les articles, et d'explicitier les questionnements les plus fondamentaux pour les initiateurs de cette publication – en particulier pour Vincent Duclert qui a dirigé la Mission d'études en France sur la recherche et l'enseignement des génocides et des crimes de masse entre 2016 et 2018, d'où ce projet est issu. Car il revient au lecteur de tirer des conclusions de toutes ces expériences, de soulever les problématiques se dégageant des divers militantismes, du poids des enjeux mémoriels, du risque de la politisation, du défi des temporalités, de l'emprise des catégories juridiques, de la difficulté du décentrement, de l'enjeu de la « normalisation » de ces études, de la décolonisation des savoirs ou encore de la question sans cesse renouvelée de la légitimité du chercheur et des outils de légitimation dont il dispose. D'autant que l'essai porte par exemple d'utiles questions sur la catégorisation des violences extrêmes et ce qu'elle induit, et que s'il est interdisciplinaire dans les faits, l'ancrage disciplinaire des contributeurs n'est pas discuté. Malgré cette réserve, il doit être lu, parce qu'il interroge la façon dont les chercheurs étudiant les génocides et les crimes de masse hissent ces difficiles sujets en objets, et qu'il rappelle la nécessité de poursuivre le travail engagé par ces « pionniers » en faveur de leur reconnaissance, de leur compréhension et de leur enseignement.

Violaine Baraduc

FLIGE IRINA, *Sandormokh. Le Livre noir d'un lieu de mémoire*, trad. du russe et préfacé par Nicolas Werth, Paris, Les Belles Lettres, 2021, 168 p., 21 €.

Sandormokh, ce lieu-dit au nord de la Russie est devenu, depuis la découverte de ses charniers de la Grande Terreur, l'un des sites les plus renommés de commémoration des années noires du stalinisme. Du déferlement des violences de 1937-1938, au cours desquelles la machine

répressive exécuta près de 800 000 personnes, les archives ont révélé l'ampleur, l'arbitraire et la cruauté, mais sont restées silencieuses sur la localisation des innombrables fosses où ont été ensevelis les corps des victimes. *Sandormokh* retrace la longue enquête qui a conduit à la découverte des charniers de Carélie et à l'érection de ce site en lieu de mémoire.

Irina Flige en fut l'une des protagonistes aux côtés d'autres historien-nes de Memorial, l'association qui œuvre depuis la *perestroïka* à redonner nom et dignité à chacune des victimes et, au-delà, à promouvoir la conscience historique de la société pour faire du passé un instrument de réparation et d'enseignement. Dans cette enquête, ce sont plusieurs recherches qui se sont croisées pour aboutir à Sandormokh. D'une part, celle conduite en Carélie même par Youri Dmitriev, pour localiser les fosses de cette région frontalière avec la Finlande, qui fut, proportionnellement à sa population, l'une des plus touchées par la Grande Terreur. D'autre part, la recherche menée par Irina Flige et Veniamin Ioffé pour retrouver les lieux où avaient été ensevelis les corps des détenus des Solovki, ces îles concentrationnaires du Grand Nord qui comportaient, parmi les condamnés, de très nombreux représentants des élites russes, mais aussi ukrainiennes, polonaises, juives, etc. Or nombre d'entre eux furent extraits des Solovki en 1937 pour être exécutés sur le continent, et c'est à Sandormokh que les dépouilles de plus de 1 000 « Solovkiens » ont été découvertes, aux côtés de celles, anonymes, des victimes de Carélie. À partir de 1997, Sandormokh a été consacré comme un lieu de mémoire à la fois très local et très internationalisé, fréquenté par des diplomates et les représentants nationaux des personnalités inhumées, appelant, comme le décrit Irina Flige, une harmonisation du site, réalisée au fil du temps.

Le livre noir de Sandormokh ne se réfère cependant pas seulement à l'histoire qu'il commémore, il concerne aussi le destin des historiens et passeurs de mémoire : sous des motifs fallacieux, Youri Dmitriev a été condamné à quinze ans de détention. Depuis la publication du livre d'Irina Flige, l'association Memorial a été « liquidée »

par la Cour suprême de Russie en tant qu'« agent de l'étranger ». Dans ce pays où le gouvernement se proclame désormais seul détenteur légitime de la mémoire du passé, Sandormokh est aussi amené à devenir un des étendards de la résistance et le témoin d'une aspiration citoyenne confisquée.

Catherine Gousseff

DESCOLONGES MICHÈLE, *Un camp d'internement en Lozère. Rieucros, 1938-1942*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, « Tempus », 2021, 316 p., 25 €.

Après avoir brièvement servi à l'internement de vétérans de la guerre d'Espagne « assignés à résidence » par mesure administrative, le camp du Rieucros, en Lozère, actif de février 1939 à février 1942 seulement, a été un camp pour femmes et enfants. L'histoire singulière de ce petit camp qui a accueilli une centaine d'hommes étrangers puis un millier de femmes était restée en grande partie méconnue. La monographie remarquable de Michèle Descolonges vient porter un éclairage bienvenu. « Lozérienne de cœur », l'autrice est sociologue, chercheuse associée au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (CRESPPA) de l'Université Paris-Ouest-Nanterre. C'est pourtant un travail d'histoire rigoureux, fruit d'une décennie de recherches documentaires, qui a été mené à bien. Son exercice d'historienne est flanqué d'une utile « note de méthode », chère à la sociologie et qui s'appuie sur l'exploitation d'archives provenant d'une dizaine de sites de conservation, locaux, nationaux et étrangers. Accompagné d'un index inédit des internés, l'ouvrage vient compléter les travaux, pas si nombreux, sur les 200 camps d'internement français, depuis les ouvrages pionniers d'Anna Schramm et Barbara Vormeier, puis de Bernard Sicot, Geneviève Dreyfus-Armand, jusqu'aux ouvrages classiques d'Anne Grynberg, Claude Laharie et Denis Peschanski.

Le camp du Rieucros a été installé en terre cévenole contre l'avis des autorités locales, à seulement deux kilomètres du centre-ville de

Mende. Présenté aux parlementaires comme une « expérience » à la suite du décret-loi du 12 novembre 1938, il devient, après la déclaration de la guerre, le seul camp à vocation répressive destiné aux femmes, un « Centre de rassemblement d'étrangères ». Les motifs d'internement ou plutôt, comme le souligne l'autrice, le profil des internées, éclairent sur la nature de la dangerosité de ces femmes, ou des peurs de la société envers ces « suspectes ». Des Françaises suivront ensuite, condamnées à la relégation pour leurs activités politiques ou pour des affaires de mœurs. Ces « ressortissantes des nations ennemies », espagnoles rebelles ou « extrémistes », espionnes supposées, « prostituées clandestines » ou « racoleuses » – le plus souvent des ouvrières agricoles ou des domestiques – savent aussi s'évader ou protester. Jusqu'à l'Armistice, 590 femmes sont internées à Rieucros par mesure administrative.

La position du camp *in situ*, en son territoire, constitue une des perspectives originales de l'étude. C'est à la fois une histoire locale et une déclinaison en Lozère de l'actualité politique et sociale de l'Europe. Le dimanche, le camp put être un but de promenade dominicale vers cette « lie de l'Europe dans notre paisible Lozère ». L'intrication avec le territoire passe aussi à travers le recrutement local des surveillantes. Après sa fermeture en 1942 et le transfert des internées et de leurs enfants vers Brens, dans le Tarn, la Lozère a refoulé son camp de femmes. Une autre perspective s'attache aux internées, par l'observation de la reconstitution des solidarités dans cet « effondrement de civilisation » et de la politisation du quotidien, organisatrice de solidarités où les refus s'établissent en reconnexion avec l'extérieur. Puis l'autrice considère les communautés de destin des internées et les différents parcours de survie. Cette monographie méticuleuse du « petit » camp du Rieucros est une contribution importante à l'histoire de l'internement administratif comme à l'histoire des transpositions de la Troisième République vers l'État français à l'en-droit des étrangers et des femmes.

Édouard Sill